L'indulgence des juges ? La femme incriminée à Genève au siècle des Lumières. Genre et répression pénale (1767-1792)

Lucie Buttex

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/chs/1549>
DOI : 10.4000/chs.1549
ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2015
Pagination : 41-65
ISBN : 978-2-600-01953-8
ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Lucie Buttex, « L'indulgence des juges ? La femme incriminée à Genève au siècle des Lumières. Genre et répression pénale (1767-1792) », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 19, n°1 | 2015, mis en ligne le 01 juin 2017, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1549> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1549>

L'indulgence des juges ? La femme incriminée à Genève au siècle des Lumières

Genre et répression pénale (1767-1792)¹

Lucie Buttex

Dans la République de Genève de la fin du XVIII^e siècle, les femmes ne sont de loin pas marginales sur la scène du crime. Représentant près d'un tiers des prévenus, elles sont poursuivies avant tout pour paillardise, prostitution et vol. Cette étude vise à questionner le statut de la femme incriminée dans la société d'Ancien Régime. Susceptible de voir la sévérité de sa peine mitigée au nom du principe de « fragilité du sexe », la femme est-elle l'objet de l'indulgence des juges et bénéficie-t-elle d'un traitement pénal différentiel ? Portant à la fois sur les discours et les pratiques, cette étude interroge la pertinence de la notion de spécificité féminine dans la doctrine juridique, la criminalité et la pénalité au XVIII^e siècle.

In the late 18th century Republic of Geneva, a lot of women were prosecuted for crime. Amounting to a third of defendants, they were trialled especially for bastardy cases, prostitution and theft. This article interrogates the status of women on trial in the Ancien Régime by examining the principle of « the weaker sex ». Did women benefit from this principle, and therefore from judges' leniency and distinct forms of punishment ? This article focuses on both discourses and practices and asks whether the idea of a « female specificity » in law, crime and punishment is relevant in the 18th century.

Travailler sur la « femme criminelle » suppose de cerner un objet équivoque, de par la multiplicité des discours – historiques et historiographiques – qu'il mobilise. D'une part, ceux-ci sont, au cours des siècles, très contradictoires : ils oscillent entre l'extrême de la « mère bonne et aimante », à l'image de la Vierge Marie, et celui de la « femme dangereuse », qui comme l'Ève tentatrice est une éternelle pécheresse². Au XIX^e siècle, les criminologues s'accordent à dire que la femme n'est « par nature » pas portée à la violence et au crime et ils expliquent par ce naturalisme la faible participation des femmes à la criminalité (seulement 10% de femmes incriminées pour 90% d'hommes)³. À l'inverse, les criminologues italiens Lombroso et Ferrero investiguent la criminalité féminine et placent la débauche au

¹ Cette étude est issue d'un mémoire de Maîtrise soutenu sous la direction de Michel Porret à l'Université de Genève en juin 2012, qui s'intitule : *L'indulgence des juges ? La femme incriminée à Genève au siècle des Lumières. Genre et répression pénale (1767-1792)*. Lucie Buttex, membre de l'équipe DAMOCLES, prépare actuellement une thèse sur le vol en milieu urbain dans la République de Genève au XVIII^e siècle.

² Tsikounas (2008, p. 14sq.).

³ Chassaigne (2002, p. 150).

centre de celle-ci, désignant la prostituée comme figure transgressive par excellence⁴. Dans le droit romain, la femme est communément reconnue comme un être faible par nature et qui, au nom du principe d'*imbecillitas sexus*, peut bénéficier d'une peine adoucie. D'autre part, selon l'historiographie récente, la mansuétude des juges est une caractéristique fondamentale du traitement pénal des femmes⁵. Pourtant, quand elle transgresse un interdit, la femme serait coupable aux yeux des juges d'une double faute : celle du crime qu'elle a commis et celle d'appartenir, en tant que femme, à l'engeance maudite d'Ève. La femme serait ainsi particulièrement diabolisée – on pense notamment aux sorcières, aux « ogresses » qui tuent leurs enfants ou aux épouses « maricides » – et dès lors, au moment de sa condamnation, stigmatisée⁶. De manière générale, le leitmotiv historiographique demeure celui de l'indulgence et ainsi du traitement pénal différencié à l'égard des femmes : celles-ci seraient donc plus facilement acquittées, elles seraient à crime égal punies moins sévèrement et enfin elles ne seraient que rarement exécutées⁷. Ces conclusions proviennent d'un renouveau historiographique qui concerne les XIX^e et XX^e siècles, mais l'argument de la différence est souvent étendu au passé en général⁸. Les études investiguant la place de la femme dans les discours et pratiques judiciaires à l'époque moderne sont quasi inexistantes⁹.

En axant notre recherche sur les pratiques judiciaires, nous avons choisi de contraster les discours et la pratique et par là-même de mettre à l'épreuve les acquis historiographiques de ces dernières années. Notre objet est la femme « incriminée » plutôt que « criminelle » : l'incrimination est le moment de la saisie judiciaire d'un individu, l'ouverture de la procédure s'opposant à la condamnation ; l'accent est ainsi porté sur l'appréhension de la femme prévenue par les juges, plutôt que sur une femme supposée criminelle et naturalisée comme telle. Ainsi nous posons le problème de la spécificité féminine du crime et de la peine, à travers les discours – doctrine juridique – et les pratiques – poursuite pénale des infractions. En d'autres termes, nous nous intéressons à la question du différentiel de traitement entre les sexes. Notre recherche prend ancrage dans l'histoire du genre. L'histoire du genre, plutôt que l'histoire des femmes, car elle propose une relecture du passé au travers du prisme du « masculin » et du « féminin ». S'il permet d'identifier les identités sexuées du passé et de déceler les normes qui font l'homme et la femme, le genre est également le lieu d'un pouvoir – entre hommes et femmes. Ainsi, dans le huis clos essentiellement masculin du tribunal, la femme se retrouve seule face à ses juges. La répartition des sexes propre à la société d'Ancien Régime fige l'espace social de la cour de justice, les femmes se retrouvant nécessairement sur le banc des accusés, les hommes exerçant le pouvoir que leur confère la robe. La question qui retient notre attention est celle de l'appréhension pénale de la femme par ses juges. Les magistrats considèrent-ils le sexe de leurs prévenues femmes ? Punissent-ils avant tout une « femme » ou « un criminel », sans considération de son sexe ?

⁴ Lombroso, Ferrero (1896).

⁵ Guignard (2009, p. 111) ; Bard (2002, p. 9) ; Dauphin (1997, p. 91) ; Leblois-Happe (2010).

⁶ Tsikounas (2008, pp. 40-63, 173) ; Frigon (2002, pp. 209-231) ; Bard (2002, pp. 10-19).

⁷ Guignard (2009, p. 111) ; Bard (2002, p. 9) ; Dauphin (1997, p. 91) ; Leblois-Happe (2010).

⁸ Voir notamment : Bard (2002) ; Chauvaud, Malandain (2009).

⁹ On trouve cependant des données comparatives entre les sexes dans les synthèses sur la criminalité, dont Spierenburg (1984) ; Castan (1980) ; Henry (1984).

Les conclusions criminelles des Procureurs généraux, pièces obligatoires pour les procédures traitées en Grand Criminel à partir de 1738 à Genève¹⁰, sont décisives pour nos interrogations, car elles livrent avec exactitude les circonstances retenues pour la condamnation d'un accusé ; elles permettent par-là même de juger si, oui ou non, la fragilité du sexe joue un rôle dans le choix du châtiment.

Genève, République protestante depuis 1536, est en effet reconnue dans l'Europe des Lumières pour sa pénalité « éclairée »¹¹, la torture ayant été abolie en 1738¹². Le pouvoir est entre les mains de l'oligarchie genevoise, dont les membres forment pour la plupart le Conseil des Deux-Cents¹³. Le Petit Conseil ou Conseil des XXV, version restreinte du précédent, cumule les fonctions exécutives, législatives et judiciaires de la République et fait donc office de tribunal¹⁴. Il est secondé par les auditeurs du Tribunal du Lieutenant, en charge de l'enquête¹⁵, et par le Conseil des Deux-Cents, qui détient le droit de grâce¹⁶. Enfin, l'organe républicain de la cité, le Conseil général, composé essentiellement de Bourgeois et Citoyens, représente la voix du peuple et n'a aucune fonction judiciaire¹⁷. La criminalité de la République est de faible envergure¹⁸ et les femmes, nous le verrons, sont pour la plupart poursuivies pour paillardise, prostitution et vol.

Notre corpus de sources comprend principalement deux types de documents : les traités de justice formant la doctrine pénale de l'Ancien Régime, pour la plupart français, mais bien connus des magistrats genevois, et les archives judiciaires genevoises, qui se trouvent aux Archives d'État de Genève (AEG). Ainsi, il s'agira de questionner dans un premier temps les discours juridiques pour déterminer si la catégorie « femme criminelle » est pensée en soi, si un traitement spécial lui est dévolu, si enfin, à l'époque moderne, une spécificité féminine du crime est envisagée par les criminalistes. Dans un deuxième temps se posera la question de la criminalité féminine à Genève ; il s'agira de replacer les contentieux spécifiques aux deux sexes dans le contexte socio-économique du XVIII^e siècle. Enfin, la problématique d'un traitement pénal différencié envers la femme dans la pratique judiciaire viendra clore notre propos.

¹⁰ Porret (1995, p. xxvii).

¹¹ Diderot (1757, vol.7, « Genève », p. 577).

¹² Porret (1995, pp. 56-57).

¹³ Dufour *et al.* (1985, vol. 4, p. 87).

¹⁴ *Ibid.* (p. 200) ; Cicchini (2012, p. 75).

¹⁵ Cicchini (2012, pp. 154-155). Les premières étapes de l'enquête sont en effet assumées par les auditeurs, alors que la fin de la procédure est souvent à la charge des conseillers du Petit Conseil.

¹⁶ Porret (1995, p. 54).

¹⁷ La société genevoise est divisée sous l'Ancien Régime en cinq ordres : les Bourgeois et leurs descendants, les Citoyens, participent au gouvernement de la cité par le biais du Conseil général ; les Habitants, des étrangers bénéficiant d'une lettre de domicile, ainsi que leur descendance, les Natifs, n'ont aucun droit politique et sont économiquement limités aux basses professions ; il en va de même des Sujets, habitant la campagne.

¹⁸ *Ibid.* (p. 47).

LA FEMME INCRIMINÉE DANS LA DOCTRINE

La « fragilité du sexe »

La représentation de la femme comme « être de faiblesse » est une représentation ancienne, qui dans les sociétés européennes, s'est toujours traduite à différents niveaux : sur le plan religieux, la femme « cède » à la tentation et au mal ; en médecine, son organisme est considéré comme inférieur et plus fragile que celui de l'homme¹⁹. Le droit, également, a légitimé cette prétendue faiblesse par l'introduction dans l'Antiquité d'un principe légal de portée civile et pénale : l'*imbecillitas sexus* ou « imbécillité du sexe »²⁰. Dans le droit romain, la faiblesse de la femme peut être exprimée par les termes d'*imbecillitas*, d'*infirmetas* ou de *fragilitas*²¹ : c'est donc l'idée d'un être « diminué » que nous retenons ici. Cette notion est toujours en vigueur à l'époque moderne et énonce la possibilité, à crime égal, d'adoucir la rigueur du châtiment pour les femmes. Quels sont le sens et la portée d'un tel principe dans la doctrine juridique du XVIII^e siècle ?

La notion est réaffirmée dans la doctrine juridique du XVI^e siècle, période marquée par un durcissement du droit à l'égard des femmes, et l'époque moderne est à bien des égards plus contraignante que ne l'a été le Moyen Âge²². Dans le *De poenis temperandis* (1559), le juriste français André Tiraqueau fonde la mansuétude pénale dans un déficit de raison :

La raison est celle que nous avons décrite ci-dessus – elle ressort suffisamment de ce qui a été dit –, à savoir que les femmes sont douées de moins de raison que les hommes. [...] Il est donc logique que les femmes soient moins gravement châtiées en cas d'infraction. [...] mais il ne convient pas de leur accorder une totale impunité, comme aux animaux, puisque ceux-ci sont tout à fait privés de raison, tandis que les femmes en ont quelque peu²³.

La femme possède ainsi une raison brute et mal définie, qui l'empêche de « résister aux incitations des vices » et « aux tentations »²⁴. Elle est démunie pour se protéger du mal, car elle est intrinsèquement inférieure – à mi-chemin entre une animalité fruste et une humanité raisonnée.

Dans la doctrine du XVIII^e siècle, la notion d'*imbecillitas sexus* est exprimée en termes de « fragilité du sexe ». Selon Daniel Jousse, « en parité de crime, les femmes ne sont pas punies si sévèrement que les hommes »²⁵. Muyart de Vouglans cite « la fragilité du sexe, ou la timidité et l'inexpérience ordinaire à cet état »²⁶. Pour Joseph de Ferrière, « le juge doit modérer la rigueur des peines à l'égard des femmes, d'autant qu'elles sont de nature faible et fragile »²⁷. Enfin, l'avocat et juriste Pierre-

¹⁹ Beauvalet-Boutouyrie (2003, pp. 23-25).

²⁰ Lebigre (1992).

²¹ *Ibid.* (p. 37).

²² Beauvalet-Boutouyrie (2003, pp. 32-33).

²³ Tiraqueau (1559, « Cause 9 », pp. 77-78).

²⁴ *Idem.*

²⁵ Jousse (1771, vol. 2, p. 627).

²⁶ Muyart de Vouglans (1780, vol. 1, p. 38).

²⁷ De Ferrière (1787, vol. 2, p. 371).

Jean-Jacques-Guillaume Guyot décrit la faiblesse de l'entendement féminin en ces termes :

Il est rare que les femmes prévoient aussi bien que les hommes les suites des différentes actions qu'elles commettent ; elles sont faciles à persuader ; la crainte a aussi plus d'empire sur elles que sur les hommes ; elles sont plus faibles qu'eux, elles méritent dès lors une certaine indulgence dans les cas dont la gravité ne blesse pas essentiellement la loi²⁸.

«Fragilité», «timidité», «faiblesse», «inexpérience», manque de discernement enfin : la femme serait selon les criminalistes d'une nature timide et craintive, ce qui expliquerait sa faible résistance au mal. Dépourvue d'une raison efficiente, elle ne serait pas en mesure de «[prévoir] les suites des différentes actions qu'[elle] [commet]». La femme n'est donc pas douée d'une capacité de discernement suffisante aux yeux des juristes ; pénalement irresponsable, elle mérite l'indulgence des juges.

Le principe de «fragilité du sexe» fait partie, pour les criminalistes du XVIII^e siècle, des «excuses des accusés»²⁹ : ayant la capacité d'atténuer la rigueur de la peine, la fragilité du sexe a valeur de circonstance atténuante³⁰. Or, comme toute circonstance, c'est relativement à l'ensemble des faits invoqués lors d'une procédure que celle-ci fonctionne. Aussi perd-elle toute sa légitimité en cas de crimes atroces – infanticide, homicide, etc. –, comme le rappelle Guyot³¹. D'autre part, la fragilité du sexe est au XVIII^e siècle un principe légal de second ordre : dans leurs traités, Muyart de Vouglans et Jousse ne développent pas du tout la notion ; ils ne font que la mentionner. En comparaison à d'autres circonstances ou «excuses» comme la jeunesse, la folie et même la colère³², la fragilité du sexe ne fait pas l'objet d'une théorisation de la part des criminalistes. L'importance de ce principe légal est donc à relativiser. Il reste à savoir si, dans la pratique, les magistrats y ont souvent recours.

Une pénalité différenciée selon les sexes ?

Certains historiens ont affirmé que l'Ancien Régime était le temps de la spécificité sexuelle de la peine³³ ; il existe en effet des châtements qui ne sont jamais infligés aux femmes : «les femmes peuvent être condamnées à toutes les peines ci-dessus indistinctement, ainsi que les hommes, à la réserve des galères [et] de la roue» ainsi que du bannissement hors royaume³⁴. Cependant, ces trois cas de figures sont numériquement faibles sur l'ensemble des peines d'Ancien Régime. La raison de cette divergence provient de la conception du corps féminin à l'époque moderne. En effet, la «décence due [au] sexe»³⁵ et la «faiblesse du sexe»³⁶, invoquées par

²⁸ Guyot (1784-1785, vol. 7, «Excuse», pp. 155-156).

²⁹ Jousse (1771, vol. 4, index, p. 749).

³⁰ Porret (1995, pp. 127 et 131).

³¹ Guyot (1784-1785, vol. 7, «Excuse», pp. 155-156).

³² Jousse (1771, vol. 2, pp. 614-624) ; Muyart de Vouglans (1780, vol. 1, pp. 12-14, 24-26).

³³ Leblois-Happe (2010).

³⁴ Jousse (1771, vol. 1, p. 41). Il rajoute à cette liste l'écartèlement à quatre chevaux, mais cette information n'est confirmée par aucun autre criminaliste à la même époque.

³⁵ Muyart de Vouglans (1780, vol. 1, p. 52).

³⁶ Jousse (1771, vol. 1, p. 49).

les criminalistes comme justificatifs, se réfèrent à la fragilité supposée du corps de la femme. La fragilité du sexe, qui auparavant trouvait son expression dans l'entendement, s'incarne ici dans le corps de l'accusée. La constitution féminine, «trop faible», ne saurait être astreinte à la rigueur des galères³⁷. En outre, la notion de «décence» évoque encore la pudeur par laquelle le corps de la femme est appréhendé dans les sociétés anciennes. L'exposition d'une femme sur la roue va à l'encontre de la bienséance ; de même, une promiscuité sexuelle entre hommes et femmes sur les galères est impensable.

De plus, certaines peines sont spécifiquement dévolues aux femmes, comme la peine de l'«authentique» et la promenade à rebours ou «peine d'être promenée à cheval»³⁸. La première est le châtiment spécialement conçu pour les épouses adultères : alors que les hommes ne sont pour ainsi dire pas punis en cas de liaison, les femmes sont enfermées dans un couvent selon le bon vouloir du mari³⁹. De même, la promenade à rebours à dos d'âne est un rituel infamant destiné aux maquereles⁴⁰ ; les maquereaux sont exposés au carcan, chapeau de paille sur la tête et écriteau autour du cou⁴¹. Or, en dehors de ces cinq cas de figure, l'arsenal punitif d'Ancien Régime présente une uniformité de genre. Ces cas particuliers relèvent de l'exception dans un régime de peines qui fondamentalement n'est pas construit sur la différence sexuelle. Si le particularisme pénal se mesure au seuil de la force physique, de la pudeur et du désordre moral, le système des peines n'est pas rigoureusement pensé en termes de spécificité féminine ou masculine.

Des crimes propres au genre féminin ?

La figure de la femme criminelle a de tout temps mobilisé un imaginaire abondant, mettant en scène sorcières, femmes adultères, mères infanticides, prostituées ou encore voleuses domestiques. Dans la doctrine juridique du XVIII^e siècle, certains stéréotypes ponctuent ça et là les démonstrations des criminalistes. Mais de manière générale, le *Traité de la justice criminelle* et *Les lois criminelles* ne laissent que peu de place aux préjugés et jugements de valeur, le style et le propos de l'ouvrage ne s'y prêtant pas. Les quelques images stéréotypées qui apparaissent concernent la femme débauchée, qu'elle soit maquerele, prostituée ou adultère, la femme empoisonneuse et la femme infanticide. La débauche notamment est irrémédiablement décrite comme féminine, alors que l'homme, malgré ses penchants immoraux – sodomie, bestialité, fornication⁴² –, en est épargné.

L'adultère est particulièrement stigmatisant. Il est décrit comme «un très grand crime, surtout dans la femme, par rapport à l'injure qui est faite au mari». Et d'ajouter : «c'est un des crimes les plus funestes et les plus dangereux, à cause de

³⁷ *Idem.*

³⁸ *Ibid.* (vol. 3, p. 215 ; vol. 1, p. 68).

³⁹ Pour être plus précis, il n'existe pas de peine spécifique pour les hommes adultères. Le choix de la peine est laissé à l'arbitrage du juge, quand le prévenu n'est pas acquitté : Muyart de Vouglans (1780, vol. 1, pp. 198-199) ; Jousse (1771, vol. 3, pp. 225-226).

⁴⁰ Cependant, selon Jean-Marie Carbasse et Pascal Bastien, la promenade à rebours sur l'âne, la tête tournée sur la queue, est également infligée aux maquereaux et aux maris cocus : Carbasse (2000, p. 272) ; Bastien (2006, p. 111).

⁴¹ Jousse (1771, vol. 3, pp. 811-812).

⁴² Muyart de Vouglans (1780, vol. 1, pp. 219-220 et 186-187).

l'injustice qui est faite aux enfants légitimes »⁴³. Quant aux prostituées, celles-ci sont irrévocablement entachées d'infamie : elles pratiquent un « infâme commerce »⁴⁴. Il en va de même des maquereles et maquereaux qui exercent un « infâme métier », même si le maquereillage n'est pas décrit comme propre à l'un ou l'autre sexe⁴⁵. Le « recel de grossesse » ou infanticide est naturellement présenté comme le seul fait des femmes : « c'est le crime d'une fille, qui [...] fait périr [son fruit] en le noyant, ou autrement, sans lui avoir fait recevoir le baptême »⁴⁶. L'exposition d'enfant en revanche peut être attribuée aux « pères et [aux] mères »⁴⁷. Enfin, le crime du poison, bien que d'abord énoncé de manière neutre, est davantage imputé à la femme par les criminalistes. « Il n'est que trop ordinaire » que les femmes « commettent le meurtre du poison »⁴⁸ et la raison de cet état de fait tient à « la faiblesse de leur sexe [qui] ne leur [permet] pas de se venger à force ouverte et par la voie des armes »⁴⁹.

Mis à part ces quatre cas de figure, aucun crime n'est présenté comme le propre de l'un ou l'autre sexe. Si la débauche est attribuée à la femme, aucune référence n'est faite au péché originel ni à une quelconque malignité intrinsèque à la femme. L'amalgame entre l'empoisonnement et la nature féminine provient de l'Affaire des poisons de la fin du XVII^e siècle. Quant aux discours autour du vol ou de la luxure, délits largement commis par des hommes, ils s'accompagnent également de stéréotypes : le vol est le fait d'« une bassesse de cœur et [d'] un esprit de fainéantise » ; la luxure est un fléau pour l'ordre de la société et des familles et est avilissante, parce qu'elle « [rend] [l'homme] esclave d'une passion qui lui est commune avec les bêtes brutes »⁵⁰. Cependant, ces discours restent généraux et le vocable « homme » ne fait ici que désigner l'être humain. Lorsqu'ils abordent la question de la fornication ou de la sodomie, ni Muyart de Vouglans, ni Jousse ne l'attribuent à l'homme et ne le stigmatisent comme être de débauche. Dès lors, si certains stéréotypes parsèment ça et là le texte, c'est donc bien envers la femme seule qu'ils prennent la tournure d'un stigmat.

Ainsi la criminalité n'est pas pensée dans l'ensemble en termes de « crimes féminins / crimes masculins ». Ces catégories n'apparaissent à aucun moment dans les textes et loin de la mettre en exergue, les criminalistes ignorent tout de la dualité sexuelle. Cet état de fait est dû notamment à la conception des sexes sous l'Ancien Régime. Dans la cosmologie de l'époque moderne, l'homme et la femme dérivent d'un modèle unique : le modèle masculin. Basée sur une théorie médicale unitaire, la manifestation parfaite du sexe unique est le corps de l'homme, la femme – et en particulier ses organes génitaux – n'étant qu'un corps masculin imparfait et inférieur. Ce ne sera qu'à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle que peu à peu une conception duale des sexes va émerger en médecine et que la femme va être

⁴³ Jousse (1771, vol. 3, p. 212).

⁴⁴ *Ibid.* (vol. 3, p. 274).

⁴⁵ *Ibid.* (vol. 3, p. 810).

⁴⁶ Muyart de Vouglans (1780, vol. 1, p. 160).

⁴⁷ *Ibid.* (vol. 1, p. 162).

⁴⁸ *Ibid.* (vol. 1, pp. 163-164).

⁴⁹ Jousse (1771, vol. 4, p. 41).

⁵⁰ Muyart de Vouglans (1780, vol. 1, pp. 185-186). Rentrent dans la catégorie de la « Luxure » l'adultère, le maquereillage, la fornication, la sodomie, la bestialité, le rapt de violence (viol), le rapt de séduction, etc.

pensée comme un sexe à part entière, avec des organes qui lui sont propres⁵¹. Or, de la même manière, la pensée juridique ne présente pas de dualisme de genre. Dans l'ensemble, la démonstration des juristes concerne le genre humain dans son entier et, dans ce système unique, c'est l'homme qui fonctionne comme référent universel. Le phénomène est particulièrement éloquent dans les tables de matières du *Traité de la justice criminelle* et des *Lois criminelles*: la catégorie « Homme » – référent implicite – n'existe pas. En revanche, l'entrée « Femme » y figure et est suivie d'une déclinaison de cas particuliers: « Femmes mariées », « Femmes de criminels », « Femmes enceintes », « Femmes et filles débauchées »⁵². À chaque entrée correspond une exception à la règle, un particularisme ou un statut différent. Il en va de même des termes « Enfants », « Vieillards » ou « Maris »⁵³. La femme est donc mentionnée dans les traités de justice à chaque fois qu'elle tombe dans un régime d'exception pénale (la fragilité du sexe) ou qu'elle présente un statut particulier (la « femme enceinte », la « femme débauchée ») et ainsi « déroge à la règle » qu'incarne l'homme en tant que modèle premier.

GENRE ET ILLÉGALISMES : UNE SPÉCIFICITÉ FÉMININE DU CRIME ?

Avec une large prédominance des délits de mœurs, la question de la spécificité féminine du crime s'avère pertinente dans la Genève du XVIII^e siècle. Les femmes y sont en effet poursuivies avant tout pour paillardise et « libertinage » (à comprendre ici comme prostitution⁵⁴), ainsi que pour vol⁵⁵. La première consiste en un cas de grossesse conçue hors mariage et est le contentieux prédominant dans la cité calviniste: de 1767 à 1792, sur 1 460 procédures incriminant des femmes, 932 procédures concernent la paillardise. Ce délit représente 58% des crimes imputés aux femmes. Le reste de la criminalité apparente se répartit entre les délits de mœurs⁵⁶ (tout délit de mœurs excepté la paillardise) (15%), les ruptures de ban (12%) et les crimes contre les biens (9%). Les atteintes aux personnes ne comptabilisent que 3%⁵⁷, ainsi que les crimes contre l'État (sans les ruptures de ban). Les femmes sont nombreuses, puisqu'elles représentent 34% de l'ensemble des individus incriminés, la part masculine revenant à 66%⁵⁸. Certains crimes sont davantage, voire

⁵¹ Laqueur (1992, pp. 44-51, 152-153, 171).

⁵² Jousse (1771, vol. 4, index, p. 753).

⁵³ *Ibid.* (index).

⁵⁴ Dans la pratique judiciaire genevoise, le « libertinage » est le terme générique pour décrire la prostitution, s'agissant le plus souvent d'une femme qui fréquente plusieurs hommes, contre de l'argent ou non.

⁵⁵ Nous ne prenons pas en compte les ruptures de ban dans cette affirmation.

⁵⁶ La catégorie « mœurs » n'est pas une catégorie juridique d'Ancien Régime, mais elle se rapproche des crimes de « luxure » (voir Muyart de Vouglans (1780, vol. 1)). Il s'agit ici des délits touchant aux bonnes mœurs et à la sexualité, dont la prostitution, le concubinage, le maquereillage, l'ivrognerie, les désordres, mauvaises conduites, etc.

⁵⁷ La paillardise appartient à la catégorie « mœurs », mais elle a été mise à part pour plus de visibilité; il en va de même des ruptures de ban, qui font partie des délits contre l'État. Si l'on fusionne ces données, on obtient 73% d'atteintes aux mœurs et 15% de crimes contre l'État.

⁵⁸ De 1767 à 1792, il y a 1 546 femmes incriminées contre 3 054 hommes. Ces chiffres sont plus élevés que les 10% de femmes généralement invoqués dans l'historiographie: Chassaing (2002, p. 150); Henry (1984, p. 657).

exclusivement, commis par des femmes, tandis que certaines absences mettent en lumière des particularismes masculins. Cette partition sexuelle de la criminalité est à mettre en relation avec les structures socio-économiques de la société genevoise d'Ancien Régime.

Chiffres en valeurs absolues :

Paillardise : 932 occurrences
Mœurs (autres) : 242 occurrences

État (autres) : 59 occurrences
Rupture de ban : 189 occurrences

Personnes : 43 occurrences
Biens : 147 occurrences

Des crimes propres aux femmes : la paillardise, la prostitution et l'infanticide

Les procédures pour paillardise incriminent généralement une femme et un homme coupables d'avoir eu des relations sexuelles hors mariage et de donner naissance à un enfant bâtard. En ce sens, ce délit n'est pas spécifiquement féminin ; cependant, il l'est dans la mesure où c'est sur la grossesse illégitime que repose l'offense faite aux bonnes mœurs : sans femme enceinte, pas de procès. La prédominance du contentieux est à mettre en relation avec l'importance du célibat à Genève : en effet, au XVIII^e siècle, 1 femme de plus de 19 ans sur 2 est soit veuve, soit célibataire⁵⁹. L'âge de mariage moyen est de plus relativement tardif (aux alentours de 30 ans)⁶⁰. La domesticité, qui concentre une grande partie de la main-d'œuvre féminine⁶¹, retarde notamment le moment du mariage pour ces femmes qui, année après année, constituent leur dot avec leurs gages de domestique. De plus, en cette fin de siècle, la population a fortement augmenté⁶² et la promiscuité des corps, que ce soit sur le palier, dans la rue ou à l'atelier, favorise les conjonctions charnelles.

⁵⁹ Piuz, Mottu-Weber (1990, p. 66).

⁶⁰ Perrenoud (1979, p. 96).

⁶¹ Nous ne connaissons pas de chiffres pour le XVIII^e siècle, mais pour l'année 1798, Alfred Perrenoud dénombre 50% de travailleuses dans le secteur de la domesticité : Perrenoud (1979, pp. 175-177).

⁶² Perrenoud (1979, p. 37).

La multiplicité du nombre tient également au fait que le procès en paillardise, loin de la logique unique de contrainte ou de châtement, est un moyen pour la femme de racheter son honneur et de réguler la situation par un mariage de réparation. Si celle-ci ne peut pas toujours convaincre l'homme qui lui a promis le mariage de l'épouser, elle peut être dédommée, lorsque la justice charge le père de l'enfant⁶³. Ainsi, le procès en paillardise profite dans bien des cas à la fille-mère qui, par le biais du dédommagement, récupère une partie de son honneur. Enfin, la vulnérabilité des filles est une composante de la société d'Ancien Régime, comme l'expose Jean-François Fournel dans son *Traité de la séduction [...] dans l'ordre judiciaire*⁶⁴. Que ce soient celles qui quittent leur famille et viennent s'engager comme servante en ville ou encore celles qui ne bénéficient pas d'un cadre familial protecteur, les filles sont pressées par les assiduités sexuelles des hommes qu'elles fréquentent quotidiennement.

Aussi toute fille séduite et abandonnée doit-elle faire face à un triple dilemme : se dénoncer pour paillardise ; exposer son enfant une fois né ; supprimer le fruit de ses entrailles en commettant le crime d'infanticide. La paillardise, l'exposition d'enfant et l'infanticide sont ainsi le reflet de la misère sociale des filles et de leur grande vulnérabilité. Elles sont des proies faciles pour les séducteurs qui, sous promesse de mariage, leur ravissent leur virginité. Abandonnées, elles doivent résoudre le dilemme de garder leur enfant au prix de l'opprobre public ou de le tuer pour préserver leur honneur⁶⁵. L'exposition n'est pas en soi une spécificité féminine, car elle concerne également les familles qui choisissent d'abandonner leurs enfants légitimes, non pas par déshonneur, mais pour des raisons de précarité financière⁶⁶ ; aussi les pères exposent-ils au même titre que les mères⁶⁷. Enfin, le crime d'infanticide est à l'évidence une spécificité féminine, puisque c'est à la femme seule qu'est dévolue la tâche de la reproduction. S'il y a sur l'ensemble du siècle près de 50 affaires d'infanticide⁶⁸, les années 1767 à 1792 ne comptent que 4 procédures aboutissant à la peine capitale en effigie⁶⁹. Face à l'augmentation des expositions d'enfants⁷⁰, ce crime est en déclin dans la Genève de la fin du XVIII^e siècle.

Autre aspect de cette grande vulnérabilité : la prostitution ou « libertinage », selon les termes employés par les magistrats du Petit Conseil. Il s'agit de la seconde spécificité féminine du crime *stricto sensu*. Cette activité, qualifiée par les contemporains d'« infâme commerce »⁷¹, est liée sous l'Ancien Régime à la misère et au déclassement social des filles déshonorées : en effet, une fois la réputation compromise, il est difficile dans une société basée sur l'interconnaissance et l'honneur, de revenir à une condition honnête. L'exemple de Rose Eydam, qui en

⁶³ Egli (1981, pp. 146, 154).

⁶⁴ Fournel (1781, p. 403).

⁶⁵ Porret (2003, p. 164).

⁶⁶ Aquillon (1985, pp. 218-220).

⁶⁷ Aquillon (1983, p. 24).

⁶⁸ Ce chiffre inclut néanmoins les homicides par imprudences : Jilek (1978, p. 31).

⁶⁹ AEG PC (désormais « PC ») 11887, « Infanticide » (1769) ; PC 14062, « Infanticide » (1783) ; PC 14336, « Infanticide » (1784) ; PC 16544, « Infanticide » (1791).

⁷⁰ Aquillon (1985, pp. 212-213).

⁷¹ Jousse (1771, vol. 3, p. 274).

1784 est interrogée sur son libertinage, illustre le poids de l'infamie sociale, après un séjour à la Discipline, la maison de correction genevoise :

[Répond] : Oui, mais en sortant d'une maison comme celle-là, à moins de se dépayser, cela n'est plus possible, c'est la misère et le manque d'ouvrage qui m'ont entraînée dans le vice et m'y ont fait persévérer, personne, sachant d'où je sortais, ne voulait me confier de travail⁷².

La prostitution a un statut pénal pour le moins ambigu à l'époque moderne. Si la licence sexuelle médiévale a été mise au ban par la Réforme morale du XVI^e siècle, comme en témoigne en France la Grande Ordonnance de 1560⁷³ ou à Genève l'édit civil sur la prostitution de 1524 et celui de 1566 sur les crimes de paillardise et d'adultères⁷⁴, le libertinage de la chair fait néanmoins l'objet d'une certaine tolérance de la part des autorités⁷⁵. En effet, ce n'est que dans sa dimension scandaleuse et appréhensible au grand jour que la justice poursuit la prostitution ; secrète et clandestine, elle demeure largement tolérée⁷⁶. À l'acceptation désavouée se succèdent des vagues de répression. À Genève, le libertinage est réprimé à raison de trois procédures par année⁷⁷. Cependant, dès les années 1780, marquées par les troubles révolutionnaires et l'occupation militaire, la répression s'intensifie. De 1783 à 1788, le nombre de procédures augmente à environ 20 affaires par an et les peines se durcissent. Suite à la révolution manquée de 1782, où la prise d'armes des Natifs et l'accession au pouvoir des Représentants⁷⁸ sont annihilées par l'intervention des puissances étrangères, la cité calviniste est occupée par un grand nombre de troupes (près de 12 000 soldats). Cette présence militaire, bien que se réduisant dès 1783, perdure durant toute la décennie avec la création du Conseil militaire. Celui-ci met sur pied une nouvelle garnison, dont l'effectif est plus nombreux que l'ancien (environ 1 000 hommes) et qui est composée avant tout de soldats étrangers et célibataires⁷⁹. Cette forte présence militaire a pour conséquence d'attirer les prostituées de la région dans la ville. Le Conseil décide de prendre des mesures en mars 1783 contre les « progrès du libertinage », par la proclamation d'une ordonnance⁸⁰.

Aussi la prostituée devient-elle une figure dangereuse dans l'espace public, que ce soit pour la santé des soldats et Genevois ou pour l'honnêteté des mœurs. À l'escalade des peines répondent les récidives indifférentes de nombreuses filles. Rose Narny, Jacqueline Ravy, Marthe Rey, Louise Schwitzguebel sont autant de femmes

⁷² PC 14283, « Libertinage » (1784), « Réponses personnelles de Rose, fille de Jean-Pierre Eydam, Native, tailleuse, âgée de 19 ans ».

⁷³ Rochelandet (2007, p. 46).

⁷⁴ Édit civil sur la prostitution, Genève, 27 mai 1524, *in* Rivoire (1933, vol. 2, p. 233). Édit civil sur les crimes de paillardise, d'adultère et de maquerillage, Genève, 17 avril 1566, *in* Rivoire (1933, vol. 3, pp. 167-170).

⁷⁵ Benabou (1987, pp. 28-29).

⁷⁶ *Ibid.* (p. 55); Foucault (1972, pp. 103-104).

⁷⁷ Moyenne valable pour les années 1767-1782.

⁷⁸ C'est-à-dire les membres du Conseil général qui ont un droit de « représentation » (proposer des pétitions) et qui sont nommés ainsi lors du conflit qui les oppose à l'oligarchie genevoise.

⁷⁹ Martin (1951, pp. 470-476). Forney (1972, pp. 6-19).

⁸⁰ AEG Jur. Pen. I 1. 1, Ordonnance de police contre le libertinage, Genève, 14 mars 1783, Livre des règlements et ordonnances de police (1664-1794).

perdues qui profitent de la présence des régiments en ces années troublées. Rose Narny, indienneuse originaire d'Yverdon et âgée seulement de 22 ans, cumule à elle seule neuf procès entre 1785 et 1787⁸¹. Vu sa récidive insistante, quatre procédures sont traitées en Grand Criminel et mobilisent la perspicacité d'un Procureur général⁸². Or, Rose Narny, qui toujours revient sur le territoire après en avoir été bannie, subit à plusieurs reprises le fouet, l'enfermement au cachot, la tonsure des cheveux et sourcils, l'exposition au carcan et même la course par toute la ville avec un écriteau portant l'inscription « infâme prostituée »⁸³ ; le fouet est dans certains cas appliqué sous la custode et jusqu'à effusion de sang⁸⁴.

Les absents de la criminalité féminine : le duel, le délit de librairie et l'assassinat

Les absents de la criminalité féminine révèlent une spécificité masculine du crime. À Genève de 1767 à 1792, aucune femme n'est traduite en justice pour duel, délit de librairie, meurtre de guet-apens ou assassinat. De plus, les crimes de sang – homicides – ou les escroqueries et faillites frauduleuses ne leur sont que peu imputés. La pratique du duel exclut la participation des femmes, puisqu'il est lié à la coutume du port d'arme et à la culture masculine de l'honneur. Les délits de librairie s'avèrent très fréquents, Genève étant un centre d'imprimerie important en Europe : 128 procédures criminelles sont ouvertes dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle⁸⁵. L'absence de femmes dans ces procédures est due à la conjoncture économique du siècle. En effet, depuis la fin du XVI^e siècle, les femmes n'ont plus accès aux maîtrises et travaillent très peu dans le secteur⁸⁶. Si les XVI^e et XVII^e siècles se distinguent par leurs nombreuses veuves imprimeurs ou libraires⁸⁷, le phénomène n'est plus comparable pour le XVIII^e siècle. Cependant, le travail des femmes est reconnu pour être difficile à appréhender dans les sources et nombreuses sont celles qui travaillèrent sans laisser la trace d'aucune convention écrite⁸⁸. Le modèle de l'économie domestique, qui mobilise tous les membres de la famille – soit l'épouse, la fille et même la servante –, est en effet fondamental à l'époque moderne. On ne saurait ainsi affirmer qu'aucune femme ne travaille dans le milieu du livre au XVIII^e siècle, mais elles sont moins nombreuses qu'aux siècles précédents et l'absence d'incrimination pour le délit de librairie vient corroborer ce fait.

De 1767 à 1792, aucune femme n'est poursuivie pour meurtre de guet-apens ou assassinat, deux crimes qui apparaissent dès lors comme spécifiques au genre masculin. Le premier consiste en un homicide prémédité, « lorsqu'on attend une personne au passage et qu'on la tue » ; le second s'entend de « ceux qui [tuent] pour prix d'argent »⁸⁹. Or, l'absence de procédure reflète d'une part le fait que Genève à

⁸¹ PC 14589, 14624, 14637, 14869, 14901, 14949, 14994, 15124, 15129.

⁸² PC 14637, 14949, 14994, 15129.

⁸³ PC 15129, « Rupture de ban, 7^e ou 9^e récidive » (1787).

⁸⁴ PC 14949, « Rupture de ban, 7^e fois » (1786).

⁸⁵ Porret (2008, p. 98).

⁸⁶ Piuze, Mottu-Weber (1990, p. 403).

⁸⁷ *Ibid.* (p. 404).

⁸⁸ Mottu-Weber (1990, p. 350).

⁸⁹ Jousse (1771, vol. 3, p. 248).

la fin de l'Ancien Régime n'est pas aux prises avec le grand banditisme – malgré plusieurs affaires de bandes, on ne saurait parler d'un milieu de criminalité organisée comparable à Londres ou à Paris – et d'autre part, les femmes sont généralement moins présentes dans les bandes et y tiennent des rôles secondaires⁹⁰. Pour la période étudiée, il n'y a que cinq homicides volontaires et ils donnent lieu à une sentence capitale: il s'agit de quatre infanticides et d'une tentative d'empoisonnement fratricide par la jeune Pernette Haller⁹¹. Par ailleurs, en vingt-cinq ans, la criminalité féminine ne compte qu'une affaire d'escroquerie, un cas de banqueroute frauduleuse et une faillite frauduleuse⁹² (filouteries mises à part). Cela pourrait s'expliquer par le fait que les femmes n'évoluent pas dans le milieu des affaires. Or, si pendant longtemps celles-ci ont été considérées comme une prérogative purement masculine, des recherches récentes montrent que les femmes ne sont de loin pas exclues du monde des affaires sous l'Ancien Régime⁹³: à travers le veuvage, de nombreuses femmes reprennent le commerce de leur mari et perpétuent ainsi l'entreprise familiale. À Genève à la fin du XVIII^e siècle, le travail des femmes est réparti dans quatre secteurs: le service domestique (50%), la Fabrique (bijouterie et orfèvrerie) (22%), le textile (indiennage) et les vêtements (14%) et le commerce (8%)⁹⁴. Ce dernier compte les revendeuses, ou «revenderesses», qui pratiquent le commerce de denrées, ainsi que les marchandes: elles représentent en effet un quart des marchands genevois vers 1750, sans compter les entreprises mixtes⁹⁵. Enfin, les femmes jouent encore un rôle en tant que pourvoyeuses de capitaux, soit par l'intermédiaire de prêts directs, soit en tant que commanditaires d'entreprises⁹⁶. Les femmes évoluent donc également dans le milieu des affaires. Néanmoins, elles sont moins nombreuses que les hommes, ce qui explique certainement le peu de procédures en lien avec ce secteur.

Le vol, lieu de la mixité sexuelle sous l'Ancien Régime

Le vol est le crime mixte par excellence: de 1767 à 1792, 95 procédures pour vols incriminent des femmes ou des bandes mixtes. À Genève, le pourcentage de qualifications est élevé: 1 vol sur 2 est qualifié, le plus souvent par l'effraction, la nuit, l'association et l'abus de confiance. Aussi le cliché de la femme commettant avant tout des vols simples et des larcins⁹⁷ est-il infirmé par le cas de Genève. Le vol domestique est souvent présenté comme une spécificité féminine, bien que les hommes volent aussi leurs maîtres. Si les voleuses sont plus nombreuses, cela tient à la nature essentiellement féminine du service domestique. Ce phénomène

⁹⁰ Dubied (1999, pp. 79-82).

⁹¹ PC 11887, «Infanticide» (1769); PC 14062, «Infanticide» (1783); PC 14336, «Infanticide» (1784); PC 16544, «Infanticide» (1791); PC 11931, «Tentative d'empoisonnement» (1769).

⁹² PC 15311, «Banqueroute frauduleuse, faux actes, travaux d'or à bas titre, débauche d'ouvriers pour les amener à Vienne, recel» (1787-1789); PC 13804, «Escroquerie, faux et complicité en faux, filouterie» (1781); PC 16003, «Faillite frauduleuse» (1790).

⁹³ Beauvalet-Boutouyrie (2003, pp. 142-148).

⁹⁴ Ces chiffres sont valables pour l'année 1798; il n'existe malheureusement pas de recensement avant cette date: Perrenoud (1979, pp. 175-177).

⁹⁵ Head-König, Mottu-Weber (1999, pp. 127-131).

⁹⁶ Mottu-Weber (1990, p. 356).

⁹⁷ Duby, Perrot (1991, vol. 3, p. 476).

renvoie à la précarité de la condition ancillaire : à l'inégalité de statut entre maître et serviteur s'ajoute la dangereuse proximité de la richesse et de l'indigence. Ce crime est reconnu comme grave et est puni capitalement, à cause de la violation de la confiance du maître et de la transgression de la hiérarchie maître/serviteur⁹⁸. Il est grave également à une époque où sphères privées et sens de la propriété se développent.

Le vol est encore lié à la misère et au déracinement social. Le cas de la femme Goncerut et de ses filles illustre cette précarité : en 1784, Henriette Goncerut est une mère élevant seule ses deux filles dont la plus âgée travaille dans une fabrique d'indiennes. Acculée par la pauvreté, elle incite sa fille de 16 ans à voler des indiennes⁹⁹. Reconnaisant la misère et le dénuement comme de « pressants motifs à un adoucissement [de] peine », le Procureur général Naville juge pertinent de citer le mot-à-mot du désespoir de la mère dans son réquisitoire :

« La misère, dit-elle, m'a conduit à ce malheureux crime. J'ai vendu tout ce que j'avais jusqu'aux habits de ma pauvre petite qui est toute nue ; aussi ai-je souvent été sur le point de me noyer et je l'aurais fait, si je n'eusse été empêchée par [des] gens qui se trouvaient au bord du lac, en quoi ils me rendirent un mauvais service, puisque je n'aurais pas commis le crime pour lequel je me vois emprisonnée »¹⁰⁰.

Enfin, le déclassement social entraîne des rencontres avec le milieu des malfrats : les bandes de voleurs recueillent volontiers un grand nombre de vagabonds ou de repris de justice désœuvrés et les utilisent à leur fin (guet, éclaireur, espion...). Les femmes font partie des bandes de brigands, le plus souvent comme épouse ou concubine de malandrins. Elles sont tour à tour espionnes, receleuses ou informatrices, lorsqu'elles ne prennent pas elles-mêmes part à quelques larcins ; elles peuvent enfin tenir d'« alibi de respectabilité » pour les voleurs, qui de la sorte apparaissent honnêtement mariés aux yeux de la société¹⁰¹. Ainsi, la question de la spécificité sexuelle du crime s'avère pertinente dans une société où la distinction des identités et des rôles sexuels prend corps au niveau social et économique. Qu'en est-il dès lors de la réponse pénale à cette partition sexuelle du crime ? La peine dans la pratique judiciaire peut-elle être pensée en terme de spécificité sexuelle ?

LA FEMME DANS LE HUIS CLOS DU TRIBUNAL : L'INDULGENCE DES JUGES ?

Sur la base du principe de « fragilité du sexe », les femmes bénéficieraient donc d'un adoucissement de peine. Elles seraient moins nombreuses à être exécutées et bien souvent acquittées. Or, nous l'avons vu, le principe d'*imbecillitas sexus* est un principe légal mineur, ce qui vient mettre en cause l'universalité de son application. Par ailleurs, la notion d'adoucissement pénal est à replacer dans son contexte, puisqu'à Genève, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, c'est la sévérité de l'arsenal punitif en son entier qui est mitigée. Le nombre d'exécutions capitales

⁹⁸ Porret (2008, p. 63).

⁹⁹ PC 14289, « Vol », Conclusions du Procureur général Naville (1784, folios 1-3).

¹⁰⁰ *Ibid.* (folio 3).

¹⁰¹ Dubied (1999, pp. 79-82).

recule, le supplice de la roue n'est plus que prononcé en effigie et seule la pendaison est utilisée pour les jugements capitaux¹⁰².

Survol de la pénalité genevoise de 1767 à 1792

Dans la Genève des Lumières, la femme incriminée est principalement bannie (46%), enfermée (22%) et fouettée (15%). Les autres châtiments consistent en des peines corporelles et infamantes (6%) – comme l'amende honorable ou l'exposition au carcan –, la peine capitale (1%) et diverses sanctions mineures (5%), telles que l'amende pécuniaire, les censures ecclésiastiques et la privation du droit de bourgeoisie ou d'habitation pour les étrangers. Les relaxes et «soumissions de se représenter» ne représentent par ailleurs que 5% des jugements. Les Genevoises ne sont donc pas l'objet d'une grande commisération de la part des juges en matière d'acquittement. Le bannissement est une mesure commode pour un territoire exigu comme Genève. Néanmoins, le grand nombre de ruptures de ban illustre l'archaïsme et l'inefficacité d'une telle pratique. La peine de la prison, que ce soit à l'Évêché, à la Discipline¹⁰³ ou au domicile du prévenu (prison domestique) offre une alternative à la vétusté du ban. Quant à la peine capitale, celle-ci n'est administrée qu'à cinq reprises (dont quatre fois en effigie) et sanctionne les cinq homicides volontaires commis par des femmes entre 1767 et 1792. À criminalité modérée fait écho une pénalité modérée.

Les accusées de paillardise sont punies par la condamnation des paillards, qui consiste à être censurée, à demander pardon à Dieu et à la Seigneurie et à être chargé de l'enfant, pour l'homme prioritairement ; elles sont aussi condamnées à la chambre close, à la Discipline ou au bannissement¹⁰⁴. Les prostituées peuvent être envoyées à la Discipline ou enfermées en chambre close avant d'être chassées de la ville. En cas de récidive, elles sont fouettées et ont les cheveux et sourcils rasés. Le vol est puni par un éventail de peines très varié, selon sa qualification. Jeunes, les voleuses peuvent être envoyées en maison de correction, pour y être remises sur le droit chemin. Les vols simples conduisent souvent à être chassé de la ville ou à être enfermé quelques jours dans un cachot. Enfin, le vol qualifié amène la condamnée à subir le fouet public, parfois jusqu'à effusion de sang, avant d'être bannie sous peine de mort.

La « fragilité du sexe » : une circonstance rare dans la pratique judiciaire

À la lecture des réquisitoires des Procureurs généraux, une constatation s'impose : à Genève à la fin du XVIII^e siècle, le recours à la fragilité du sexe comme circonstance atténuante est rare. Sur près de 500 procédures, dont nous estimons le nombre de procès traités en Grand criminel à environ une centaine, seuls quatre Procureurs évoquent le sexe comme motif de clémence. Il s'agit des procédures incriminant

¹⁰² Porret (1995, p. 385).

¹⁰³ L'Évêché est l'ancien palais épiscopal et c'est entre ses murs que siège le gouvernement ; il contient un certain nombre de geôles et y sont généralement enfermés les prévenus en attente de jugement, ainsi que ceux condamnés à l'enfermement en chambre close ou au cachot, peines allant de quelques jours à quelques semaines. La Discipline est la maison de correction genevoise, où les condamnés travaillent et purgent des peines allant de quelques semaines à plusieurs années (voir Iacconi (2012)).

¹⁰⁴ Egli (1981, pp. 144-146).

Marie Burky, domestique accusée en 1790 de vol¹⁰⁵, Marguerite Bresson, domestique également et arrêtée pour plusieurs vols en 1791¹⁰⁶, Marie Maire, complice du brigand Courtebotte, qui est appréhendée en 1787 pour vol nocturne avec effraction¹⁰⁷ et enfin Jeanne-Marie Colomb, lingère de 21 ans, arrêtée pour plusieurs vols qualifiés en 1774¹⁰⁸. Les contentieux présentent une certaine uniformité : il s'agit toujours de vols qualifiés, et dont la gravité pourrait motiver un jugement capital ou très infamant – fouet public à tous les carrefours et bannissement perpétuel. En effet, le recours à la fragilité du sexe est possible, lorsque l'atrocité du crime n'en exclut pas l'usage et lorsque le méfait relève d'une certaine gravité et motive ainsi la recherche de circonstances atténuantes. Le crime d'infanticide – trop atroce – ou le libertinage – délit mineur – ne sauraient être mitigés par ce principe légal.

Or, sur les quatre procédures, seules Jeanne-Marie Colomb et Marie Burky profitent d'un adoucissement de peine : la fragilité du sexe est donc un argument de faible persuasion. Dans le cas de Jeanne-Marie Colomb, la faiblesse de l'âge s'allie à celle du sexe et vient en renforcer le principe. Originaire de Carouge, lingère de profession mais s'adonnant au libertinage, cette jeune femme qui n'a pas encore atteint l'âge de la majorité (25 ans¹⁰⁹) est appréhendée par la justice en 1774¹¹⁰. Elle est soupçonnée de plusieurs vols, dont deux sont nocturnes, l'un commis par effraction, l'autre par abus de confiance – elle dépouille la femme qui l'héberge. L'effraction de la boutique de la veuve Jaime est conséquente, puisque le butin s'élève à 450 florins¹¹¹. De plus, elle a pour complices deux hommes, chargés du recel. Son méfait est lourdement qualifié par le nombre, la nuit, l'effraction, l'abus de confiance, la valeur des effets volés et l'association criminelle. De plus, comme l'exprime le Procureur général Des Arts, Jeanne-Marie Colomb, « infâme prostituée », est un mauvais sujet : à 21 ans, elle a déjà été bannie à deux reprises pour libertinage. Le Procureur cherche à lui éviter le dernier supplice, communément recommandé dans la doctrine pour les vols nocturnes avec effraction, et fonde son argumentation dans la « faiblesse de son âge et de son sexe » : ce type de vol est puni capitalement par la « présomption bien naturelle » que le voleur surpris en flagrant délit « joindra [...] le meurtre à l'effraction [...] pour consommer son crime ». Or, vu la « faiblesse de son âge et de son sexe », le Procureur ne la juge pas assez « affermie dans l'atrocité et dans le crime » pour commettre un tel méfait et la peine de mort n'est dès lors plus nécessaire¹¹².

Les seules circonstances atténuantes que présente la procédure sont l'âge et le sexe. C'est certainement l'absence d'autres éléments favorables à l'accusée qui amène le magistrat à évoquer la fragilité du sexe :

¹⁰⁵ PC 15910, « Vol et complicité de vol » (1790).

¹⁰⁶ PC 16474, « Vol de tabac au Sieur Macaire, complicité » (1791).

¹⁰⁷ PC 15159, « Vols, assassinats » (1787).

¹⁰⁸ PC 12657, « Vol, rupture de ban » (1774-1775).

¹⁰⁹ Muyart de Vouglans (1780, vol. 1, p. 24).

¹¹⁰ PC 12657, « Vol, rupture de ban » (1774-1775).

¹¹¹ Cela correspond en effet à environ 3 500 fabrications de souliers à cette époque. La « façon des souliers » dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle vaut 20 sols et 6 deniers (Perrenoud (1979, p. 362)).

¹¹² PC 12657, « Vol, rupture de ban », Conclusions du Procureur général Des Arts (1774-1775, folios 46-52).

D'ailleurs, M.S., l'âge et le sexe du coupable doivent incliner l'esprit de ses juges vers la douceur et la clémence [...]. Si donc les juges doivent quelquefois se laisser attendrir par la jeunesse du coupable, à plus forte raison ne doivent-ils jamais user d'une sévérité extraordinaire lorsqu'il s'agit d'un mineur. Je dirais aussi, lorsqu'il s'agit d'une femme. Il y a une considération légale qui puisse faire diminuer la peine, c'est la fragilité du sexe : en parité de crime les criminalistes sont assez enclins à punir moins sévèrement les femmes que les hommes. Je suis bien éloigné de penser que la minorité et la fragilité du sexe doivent régulièrement soustraire le coupable à la peine établie contre son crime, mais je dis que dans un cas douteux, ces considérations doivent faire embrasser au juge l'avis le plus doux et le détourner dans tous les cas d'aggraver la peine¹¹³.

Cet extrait, exceptionnel de par les précisions qu'il fournit, indique deux éléments fondamentaux. D'une part, l'utilisation de la fragilité du sexe comme circonstance atténuante valable à la fin de l'Ancien Régime est ici confirmée, d'autre part, le recours à ce principe n'est pas régulier dans la pratique judiciaire. C'est dans les «cas douteux», c'est-à-dire lorsque la preuve n'est pas complète, que son usage devient possible. Rarement invoquée, elle ne convainc pas systématiquement et semble être utilisée par les Procureurs, lorsqu'ils manquent d'argument. Dans le cas de Jeanne-Marie Colomb, c'est la faiblesse de l'âge qui a renforcé l'appel à la clémence et il est fort probable que sans cette circonstance, le sexe seul n'eût pas suffi à persuader les magistrats du Petit Conseil.

En effet, à la lecture des réquisitoires des Procureurs généraux, il existe d'autres circonstances atténuantes qui sont plus souvent évoquées par les magistrats que le sexe. La théorie des circonstances présente différentes catégories. Selon la doctrine, elles concernent la personne, l'objet du crime, le lieu, l'association criminelle, le motif, la manière et le moment¹¹⁴. En d'autres termes, les circonstances peuvent être d'ordre matériel – le lieu, le moment, la manière, etc. –, relationnel – le statut de la personne lésée, les liens de parenté, etc. – ou encore liées à la personne du prévenu – condition, âge, état mental, sexe, etc. Ces dernières ne sont pas nommées «circonstances» par les juristes, mais elles font partie des «excuses des accusés», qui peuvent faire diminuer la peine¹¹⁵. Dans la pratique pénale, elles en ont néanmoins la fonction. De plus, dans les réquisitoires, elles obéissent à certaines hiérarchies. Les circonstances matérielles qui définissent la technicité du geste criminel sont les premières préoccupations du Procureur général et forment le cœur de la démonstration. En reconstituant les faits, le Procureur détermine la gravité du délit et les différents degrés de responsabilité des prévenus. Aussi, dans la procédure accusant en 1781 les mariés Pallas, le magistrat construit-il la moindre culpabilité de l'épouse, non pas sur sa nature de femme ou d'épouse, mais précisément sur sa participation au recel : si le mari a le «tort primitif» d'avoir été chercher les effets dérobés et d'en avoir organisé le départ pour Lyon, la femme Pallas est coupable de les avoir cachés et de les avoir dénaturés¹¹⁶. Elle n'est donc pas aux yeux du magistrat l'instigatrice du crime.

¹¹³ *Ibid.* (folios 57-58).

¹¹⁴ Jousse (1771, vol. 1, pp. 9-17); Muyart de Vouglans (1780, vol. 1, pp. 17-23).

¹¹⁵ Jousse (1771, vol. 4, index, p. 749).

¹¹⁶ PC 13674, «Recel», Conclusions du Procureur général Butini (1782, folios 25-26).

Après ces considérations d'ordre technique, le Procureur peut énumérer des circonstances liées à la personne de l'accusé, comme son âge s'il est mineur, sa réputation s'il est un repris de justice, son endurcissement au crime ou encore son état mental, s'il présente quelques signes d'imbécillité. L'évocation de ces circonstances n'est pas systématique et en ce sens, dans la hiérarchie, elles se situent après celles qui sont de nature matérielle et relationnelle (comme l'abus de la confiance du maître par le serviteur). Elles peuvent être néanmoins déterminantes selon la procédure. Or, parmi les circonstances atténuantes, l'âge du prévenu ou même le vif repentir sont plus souvent invoqués par les Procureurs généraux que la fragilité du sexe. La faiblesse de l'âge est notamment citée à chaque fois que l'accusée est mineure et même, dans certains cas, lorsqu'elle a dépassé sa majorité. Ainsi la voleuse Marie Maire est-elle âgée de 28 ans, quand le Procureur général Rigaud invoque sa jeunesse comme motif de clémence¹¹⁷. La faiblesse de l'âge et la fragilité du sexe sont fondées dans la notion d'irresponsabilité pénale, mais le recours à la première est fréquent, quand celui de la seconde est exceptionnel. Si la fragilité du sexe a bien valeur de circonstance dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, elle se situe au bas de l'échelle des circonstances. Dans la doctrine comme dans la pratique, elle s'avère être un principe mineur et rare dans son application. Les magistrats n'attachent que peu d'importance au sexe des accusés et privilégient l'examen minutieux des circonstances techniques du crime.

La mansuétude pénale, un « *habitus* » des juges au XVIII^e siècle ?

Au-delà de l'évocation écrite de la fragilité du sexe, il est possible que les magistrats fassent preuve de plus d'indulgence envers les femmes, sans que cela ne ressorte noir sur blanc dans la procédure. En effet, sans même qu'il soit fait mention du sexe, les juges et procureurs n'appréhendent-ils pas la femme incriminée différemment ? Étant donné la forte sexualisation de l'espace judiciaire, les femmes accusées et les hommes accusant, il convient de questionner la pratique des magistrats à travers la notion d'*habitus*¹¹⁸ : les juges ne manifesteraient-ils pas davantage de mansuétude envers les prévenus de sexe féminin, par automatisme social, par simple intériorisation de la faiblesse féminine ? Une comparaison systématique des châtiments entre hommes et femmes incriminés pour un même crime permet de déterminer si, oui ou non, les femmes sont traitées avec moins de sévérité. Le vol offre la possibilité d'une comparaison ; cependant, parce qu'il varie infiniment par sa gravité et ses qualifications, il est important de tenir compte de ces dernières et de les mettre en relation avec le degré de sévérité du châtiment. À vol égal, l'homme et la femme subissent-ils une peine égale ? Deux échantillonnages quantitatifs établis à partir du Livre des procès et sentences criminels (qui représente la criminalité très qualifiée) et des Inventaires des procédures criminelles, prenant en compte 29 procédures pour les hommes et 32 pour les femmes, permettent de donner une première réponse à ces interrogations¹¹⁹.

¹¹⁷ PC 15159, « Vols, assassinats » (1787).

¹¹⁸ Au sens bourdieusien d'une intériorisation de normes, d'un conditionnement, qui a une répercussion sur les pratiques mais sans visée consciente : Chevallier, Chauviré (2010, « *Habitus* », pp. 73-76).

¹¹⁹ Cet échantillonnage sera en effet complété sur une plus large échelle dans le cadre du doctorat. Premier dépouillement : AEG Jur. Pen. A 7 et 8 (1767-1792). Second dépouillement : AEG A55/IV et A55/V, hommes : 29PC (1777-1778), femmes : 32PC (1769-1770, 1776-1779, 1790-1792).

Le sondage dans le Livre des Procès et Sentences Criminels dévoile une faible participation féminine aux vols les plus qualifiés. En effet, sur une estimation d'environ 700 procédures ouvertes pour vol entre 1767 à 1792 (totalisant près de 1 000 prévenus¹²⁰), aucune femme n'est condamnée à la pendaison pour vol, tandis que le Petit Conseil la prononce 37 fois contre des voleurs, dont huit sont exécutés effectivement. Par ailleurs, le recours à la marque ne concerne, à une exception près, que des hommes. De 1767 à 1792, 16 voleurs sont flétris au fer chaud, tandis qu'une femme seulement est marquée : il s'agit d'Anne-Marie Paiche, épouse du brigand Jean-Pierre Marnac, qui appartient à la bande de voleurs qui décime Genève et ses alentours dans les années 1780¹²¹. Parmi les voleurs envoyés à la potence, nombreux sont les malfrats qui vivent de rapines et appartiennent à des bandes organisées. Si les voleuses subissent moins la peine de mort ou la marque, c'est parce qu'elles sont peu nombreuses à Genève dans le milieu du banditisme et qu'elles n'y occupent jamais une place d'autorité. Une criminalité de moindre dangerosité justifierait par conséquent l'absence de jugements capitaux envers les voleuses.

Le deuxième aperçu quantitatif (Inventaires des PC), prenant en compte tous les types de vol, établit une prépondérance des vols qualifiés sur les vols simples : pour les hommes, on obtient une proportion de 2/3 pour les premiers contre 1/3 pour les seconds. En revanche, seule la moitié des vols féminins sont qualifiés. La peine-type – peine prononcée – du vol qualifié consiste en la fustigation et le bannissement perpétuel. Elle peut être infligée avec plus ou moins de rigueur, selon que le fouet est administré publiquement, jusqu'à effusion de sang, de par la ville ou autour du gibet. Or, si l'on compare la peine-type du vol pour les hommes et les femmes, celle-ci est plus rigoureuse pour les premiers :

II. Échelle des peines comparative voleurs/voleuses

Peines rigoureuses envers les voleurs (par ordre de sévérité décroissant) – 1777-1778
Verges jusqu'à effusion de sang, par tous les carrefours, marque, bannissement perpétuel sous peine de mort
Verges jusqu'à effusion de sang, autour du gibet, bannissement perpétuel sous peine de mort
Verges jusqu'à effusion de sang, par tous les carrefours, bannissement perpétuel sous peine de mort
Verges jusqu'à effusion de sang, au Molard, bannissement perpétuel sous peine de fouet public
Peines rigoureuses envers les voleuses (par ordre de sévérité décroissant) – 1769-1770, 1776-1779, 1790-1792
Verges jusqu'à effusion de sang, par tous les carrefours, bannissement perpétuel sous peine de mort
Verges jusqu'à effusion de sang, dans la cour de la maison de correction (au son de cloche ou non), bannissement perpétuel sous peine de fouet public

¹²⁰ AEG A55/IV et A55/V (estimation établie à partir de sondages).

¹²¹ PC 14236bis, « Affaire Blanchard et consorts » (1784).

Verges jusqu'à effusion de sang, au Molard, bannissement perpétuel sous peine de fouet public

Exposition au carcan, au Molard, bannissement perpétuel sous peine de fouet public
--

Les peines contre les voleurs sont donc légèrement plus rigoureuses que celles infligées aux voleuses : en effet, l'échelle de sévérité est quasi équivalente, puisqu'il s'agit à une exception près du même châtiment – les verges. Or, cette différence de sévérité s'explique par une différence de qualification.

Les circonstances rencontrées pour les vols commis par des femmes sont la valeur considérable du butin, l'effraction, la nuit, l'abus de confiance, la récidive, la multiplicité des vols, la préméditation, le vol domestique, l'abigéat et l'association. À ces qualifications s'ajoutent pour les hommes le vol à main armée, la trahison d'État, la foi publique et la récidive pour les voleurs marqués. Le port d'arme est particulièrement grave et ne concerne pour la période étudiée aucune voleuse. Dans l'ensemble, les vols commis par des femmes présentent moins de qualifications. Plus de la moitié des vols qualifiés féminins ne le sont que par une seule circonstance aggravante et pour la plupart, ils ne comportent pas plus de trois qualifications. Concernant les hommes en revanche, les vols peuvent cumuler jusqu'à cinq qualifications, comme c'est le cas pour Jean Ceris, qui en 1778 vole de nuit et à main armée dix pièces d'indiennes, étendues dans un pré et donc laissées à la foi publique, étant lui-même marqué et récidiviste ¹²². De plus, la moitié des vols est aggravée par trois qualifications ou plus. Enfin, un décompte du nombre total de qualifications par sexe indique, pour les femmes, une moyenne de 1,7 circonstance aggravante par vol et pour les hommes, une moyenne de 2,5. Il y a par conséquent une différence sensible de gravité entre les vols masculins et féminins et cette différence s'exprime dans le degré de sévérité de la peine. Ainsi, à vol moindre, les femmes sont punies moins sévèrement que les hommes. À vol moindre, peine moindre, à crime égal, peine égale : à Genève, les femmes ne sont pas jugées avec plus de mansuétude que les hommes ; elles encourent indifféremment de leur sexe la peine établie contre leur crime.

—

Si la « femme criminelle » a été pensée dans l'historiographie de ces dernières années avant tout sur le mode de la différence, le cas de Genève vient mitiger cette interprétation trop univoque des pratiques judiciaires d'Ancien Régime. Des trois niveaux analytiques proposés – la doctrine, le crime, la peine –, seul l'examen de la criminalité apparente genevoise s'est révélé pertinent pour penser une quelconque spécificité de sexe. En effet, de par les structures socio-économiques de la société d'Ancien Régime, de par les rôles identitaires dévolus aux hommes et aux femmes, la criminalité présente certaines spécificités au sexe féminin, à savoir l'infanticide et la prostitution *stricto sensu* et la paillardise (bien que celle-ci soit de nature composite). De plus, l'exemple genevois met en lumière une participation élevée des femmes à la criminalité et notamment à une criminalité qualifiée, telle que l'étude du vol l'a révélée. Sur le plan des discours, la notion de « spécificité sexuelle » n'est globalement

¹²² PC 13114, « Vol d'indiennes » (1778).

pas compatible avec la construction des normes juridiques d'Ancien Régime, qui, loin de toute dualité sexuelle, sont fondées dans une conception universelle de l'être humain, dont l'homme est le référent premier et tacite ; à cet égard, le principe de « fragilité du sexe » est à appréhender non pas en tant que « spécificité féminine », mais plutôt en tant qu'exception pénale. Enfin, l'étude des pratiques judiciaires genevoises a mis en exergue la rareté de l'utilisation de la « fragilité du sexe » dans les procédures, de même que l'esquisse comparative entre voleurs et voleuses a dévoilé l'égalité de traitement pénal entre les hommes et les femmes.

Ainsi, l'histoire du genre permet de mettre en lumière les rapports entre les hommes et les femmes du passé. Rapports de pouvoir, de domination et de sujétion, propres aux sociétés patriarcales. Pourtant, même s'ils évoluent dans un ensemble de normes à la fois énoncées et tacites, les individus jouissent d'une certaine marge de manœuvre. Arlette Farge décrit cet espace intermédiaire de la pratique, du quotidien, du vécu, qui permet aux individus de se réapproprier leur destinée, malgré tous les champs de normalisation qui proviennent des lois et des discours¹²³. Or, si les femmes peuvent « [dérégler] les ordres symboliques de la sujétion »¹²⁴, cela est aussi possible pour les hommes. Au sein du tribunal, les magistrats sont à même de « rejoindre » les femmes de par la manière dont ils les jugent. Traitant les femmes criminelles sur un pied d'égalité avec leurs homologues masculins, ils illustrent la complexité des interactions sociales au sein même de la domination masculine. Celle-ci en effet ne fonctionne pas de manière univoque. Au-delà des notions de différence, la domination ou la sujétion, le genre met également en lumière des rapports de similarité, d'équivalence, de solidarités enfin. Le traitement pénal de la femme incriminée à Genève illustre la complexité des mécanismes d'une société patriarcale et vient nuancer une conception trop unilatérale de la domination masculine.

Lucie Buttex
Département d'Histoire générale
Uni-Bastions
Université de Genève
CH – 1211 Genève 4
Lucie.Buttex@unige.ch

SOURCES

AEG A55/IV et A55/V – Inventaires des procédures criminelles, 1^{ère} série, 2 volumes, 1741 à 1798.

AEG P.C. 11597 à P.C. 16797 – Procédures criminelles, 1^{ère} série, années 1767 à 1792 (528 procédures incriminant des femmes).

AEG R.C. 268 à R.C. 300 – Registres du Conseil, 40 registres, années 1767 à 1792.

AEG Jur. Pen. A 7 et 8 – Livre des Procès et Sentences criminels, 2 registres, 1755 à 1791.

AEG Jur. Pen. I 1.1, Livre des règlements et ordonnances de police (1664-1794).

¹²³ Farge (1997, pp. 73-74).

¹²⁴ *Ibid.* (p. 76).

BIBLIOGRAPHIE

- Aquillon, D., « Celui qui se cache bien vit heureux » ou l'exposition d'enfant à Genève entre 1765 et 1785, *Revue du Vieux Genève*, 1983, 13, pp. 22-27.
- Aquillon, D., Hélène Chambras, Marie Passant, Georges Parvis... ou le don et l'abandon d'enfants à l'Hôpital au XVIII^e siècle, in Lescaze, B. (dir.), *Sauver l'âme, nourrir le corps. De l'Hôpital Général à l'Hospice Général de Genève, 1535-1985*, Genève, Hospice Général, 1985, pp. 203-232.
- Bard, C., Chauvaud, F., Perrot M., Petit J.-G. (dir.), *Femmes et justice pénale, XIX^e-XX^e siècles*, Rennes, PUR, 2002, dont :
- Chassaigne, P., *Violences de femmes et violences contre les femmes dans la Grande-Bretagne victorienne*, pp. 149-161.
- Frigon, S., *Les représentations socio-pénales des femmes « maricides » au Canada, 1866-1954*, pp. 209-231.
- Bastien, P., *L'exécution publique à Paris au XVIII^e siècle. Une histoire des rituels judiciaires*, Seyssel, Champ Vallon, 2006.
- Beauvalet-Boutouyrie, S., *Les femmes à l'époque moderne (XVI^e-XVIII^e siècles)*, Paris, Belin, 2003.
- Benabou, E.-M., *La prostitution et la police des mœurs au XVIII^e siècle*, Paris, Librairie Académique Perrin, 1987.
- Carbasse, J.-M., *Histoire du droit pénal et de la justice criminelle*, Paris, PUF, 2000.
- Castan, N., *Justice et répression en Languedoc à l'époque des Lumières*, Paris, Flammarion, 1980.
- Chauvaud, F., Malandain, G., *Impossibles victimes, impossibles coupables. Les femmes devant la justice (XIX^e-XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2009, dont :
- Guignard, L., *L'irresponsabilité pénale féminine et la figure de la femme folle*, pp. 109-120.
- Chevallier, S., Chauviré, C., *Dictionnaire Bourdieu*, Paris, Ellipses, 2010.
- Cicchini, M., *La police de la République. L'ordre public à Genève au XVIII^e siècle*, Rennes, PUR, 2012.
- Dauphin, C., Fragiles et puissantes, les femmes dans la société du XIX^e siècle, in Dauphin, C., Farge, A. (dir.), *De la violence et des femmes*, Paris, Albin Michel, 1997, pp. 88-103.
- De Ferrière, C.-J., *Dictionnaire de droit et de pratique, contenant l'explication des termes de droit, d'Ordonnances, de Coutumes & de Pratique*, Toulouse, chez Me Rayet, 1787 [1748].
- Diderot, D., D'Alembert, J. Le Rond, et al., *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts ou des métiers*, tome 7, Paris, chez Briasson, 1757, « Genève ».
- Downs, L. L., *Writing Gender History*, London, Hodder Arnold, 2004.
- Dubied, C., « La lie de la canaille ». *Larrons, brigands et filous de profession : la répression du banditisme à Genève (1682-1792)*, Mémoire de licence en histoire moderne, 1999.
- Duby, G., Perrot, M. (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, vol. 3, Paris, Plon, 1991.
- Dufour, A., Duparc, P., Fulpius, L., Lescaze, B., Santschi, C. (dir.), *Encyclopédie de Genève*, Genève, 1985.
- Édit civil sur la prostitution, Genève, 27 mai 1524, in Rivoire E., *Les sources du droit du canton de Genève*, t. 2 : 1461-1550, Aarau, HR Sauerländer, 1933, p. 233.
- Édit civil sur les crimes de paillardise, d'adultère et de maquereillage, Genève, 17 avril 1566, in Rivoire E., *Les sources du droit du canton de Genève*, t. 3 : 1551-1620, Aarau, HR Sauerländer, 1933, pp. 167-170.
- Egli, M., *La paillardise à Genève entre 1730 et 1734*, Mémoire de licence de la Faculté des Lettres, Unité d'Histoire Nationale, Genève, 1981.

- Farge, A., Proximités pensables et inégalités flagrantes. Paris, XVIII^e siècle, in Dauphin, C., Farge, A. (dir.), *De la violence et des femmes*, Paris, Albin Michel, 1997, pp. 73-87.
- Forney, J., *Le Conseil militaire et le régiment de la République (1782-1789). Étude des aspects militaires, sociaux et économiques d'une garnison*, mémoire de licence de la Faculté des Lettres, Unité d'Histoire nationale, Genève, 1972.
- Foucault, M., *Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Gallimard, 1972.
- Fournel, J.-F., *Traité de la séduction considérée dans l'ordre judiciaire*, Paris, chez Demonville, 1781.
- Guyot, P.-J.-J.-G., *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiaire*, Paris, Chez Visse, Libraire, 1784-1785.
- Head-König, A.-L., Mottu-Weber, L., *Femmes et discriminations en Suisse: Le poids de l'histoire, XVI^e-début XX^e siècle, Droit, éducation, économie, justice*, Genève, Département d'Histoire économique et sociale, 1999.
- Henry, P., *Crime, justice et société dans la principauté de Neuchâtel au XVIII^e siècle (1707-1806)*, Neuchâtel, La Baconnière, 1984.
- Iacconi, E., « *Le séjour de la douleur* » : pratique et réforme carcérales à Genève au XVIII^e siècle, mémoire de maîtrise de la faculté des Lettres, Genève, Unité d'Histoire moderne, 2012.
- Jilek, N., *L'infanticide à Genève aux XVII^e et XVIII^e siècles (1600-1798)*, Mémoire de licence de la Faculté des Sciences Économiques et Sociales, Département d'Histoire Économique, Genève, 1978.
- Jousse, D., *Traité de la justice criminelle de France* [...], Paris, Chez Deburre Père, Libraire, 1771.
- Laqueur, T., *La fabrique du sexe. Essai sur le corps et le genre en Occident*, Paris, Gallimard, 1992.
- Lebigre, A., Imbecillitas sexus, *Histoire de la justice*, 5, 1992, pp. 35-51.
- Leblois-Happe, J., La sanction pénale des femmes criminelles. Y a-t-il une spécificité féminine de la peine ?, in Cadiet, L. et al., *Figures de femmes criminelles, De l'Antiquité à nos jours*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2010, pp. 179-195.
- Lombroso, C., Ferrero, G., *La femme criminelle et la prostituée*, Paris, chez Félix Alcan, éditeur, 1896.
- Martin, P.-E. (dir.), *Histoire de Genève*, Genève, Alexandre Jullien, 1951.
- Mottu-Weber, L., L'évolution des activités professionnelles des femmes à Genève du XVI^e au XVIII^e siècle, in Cavaciocchi, S., *La Donna nell'economia, sec. XIII-XVIII, Atti della Ventunesima Settimana di Studi*, Prato, 1990, pp. 345-357.
- Muyart de Vouglans, P.-F., *Les lois criminelles de France, dans leur ordre naturel. Dédiées au Roi*, Neufchâtel, chez la Société Typographique, 1780.
- Perrenoud, A., *La population de Genève du seizième au début du dix-neuvième siècle. Étude démographique*, Genève, Éditions Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 1979.
- Piuz, A.-M., Mottu-Weber, L., *L'économie genevoise, de la Réforme à la fin de l'Ancien Régime, XVI^e-XVIII^e siècles*, Genève, Georg, 1990.
- Porret, M., *Le crime et ses circonstances. De l'esprit de l'arbitraire au siècle des Lumières selon les réquisitoires des procureurs généraux de Genève*, Genève, Droz, 1995.
- Porret, M., Le crime des filles « séduites et abandonnées », in Pestalozzi, J. H., *Sur la législation de l'infanticide*, Berne, Conseil scientifique du Centre de documentation et de recherche Pestalozzi, 2003, pp. 163-187.
- Porret, M., *Sur la scène du crime. Pratique pénale, enquête et expertises judiciaires à Genève*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2008.

- Rochelandet, B., *Histoire de la prostitution du Moyen Age au XX^e siècle*, Divonne-les-Bains, Cabédita, 2007.
- Scott, J. W., Gender: A Useful Category of Historical Analysis, *The American Historical Review*, 91, 5, 1986, pp. 1053-1075.
- Spierenburg, P., *The Spectacle of Suffering. Executions and the Evolution of Repression: from a Preindustrial Metropolis to the European Experience*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.
- Steinberg, S., Hiérarchies dans l'Ancien Régime, in Riot-Sarcey, M. (dir.), *De la différence des sexes. Le genre en histoire*, s. l., Larousse, 2010, pp. 131-160.
- Thébaud, F., *Écrire l'histoire des femmes et du genre*, Lyon, ENS Éditions, 2007.
- Tiraqueau, A., *De poenis legum ac consuetudinum, statutorumque temperandis, aut etiam remittendis, et id quibus quotque ex causis* [1559], traduit par A. Laingui, in *Le «De poenis temperandis» de Tiraqueau (1559)*, Paris, Economica, 1986.
- Tsikounas, M. (dir.), *Éternelles coupables. Les femmes criminelles de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Autrement, 2008.

ANNEXES

I. Qualifications des vols masculins (1777-1778)

PC	Nom	Qualifications	Total
12924	Duverger dit la Jeunesse	Plusieurs vols, effraction	2
12933	Sigismond	Vol nocturne, effraction, association	3
12948	Jean Fisher	Plusieurs vols, abus de confiance	2
12963	Pierre Lafon	Effraction, valeur considérable	2
13039	Jean le Leune	Vol nocturne, association, valeur considérable	3
«	Philippe Nicoud	Vol nocturne, association, valeur considérable	3
«	Paul George	Vol nocturne, association, effraction, plusieurs vols	4
13065	Pierre Michel	Vol nocturne	1
«	Jean Pierre Dombres	Vol nocturne, vol domestique	2
13078	Simon Carteret	Association à une bande de voleurs, vol de cheval, effractions, plusieurs vols	4
«	Louis Matthieu	Effraction, vol nocturne, association à une bande de voleurs, plusieurs vols	4
«	Le Petit Philippe dit le Camus	Vol de cheval, vol nocturne, effraction, plusieurs vols, association à une bande de voleurs	5
13083	Jean La Cambre dit le Limousin	Vol nocturne, vol de cheval, association	3

13099	Jean-Michel Meilleur	Vol nocturne, valeur considérable	2
13107	André Carret	Effraction	1
13114	Jean Ceris dit Martin	Valeur considérable, foi publique, main armée, vol nocturne, récidive (voleur marqué)	5
13132	Étienne Hugonnet	Récidive	1
«	Chaillet	Abus de confiance	1
13157	Jean-Jacques Poitevin	Plusieurs vols, abus de confiance	2
13174	Pierre Charnel	Récidive (voleur marqué)	1
13182	Jean-François Vinard	Vol nocturne, à main armée	2
13252	Gabriel Ardin	Valeur considérable, plusieurs vols, trahison d'État	3

II. Qualifications des vols féminins (1769-1770, 1776-1779, 1790-1792)

PC	Nom	Qualifications	Total
12029	Louise Duroquai	Vol nocturne	1
12055	Jeanne Brillard	Abus de confiance, récidive	2
12877	Jacqueline Tocanier, femme Sausbert	Vol nocturne, valeur considérable, effraction	3
13078	Marion dite La Limousine	Vol de cheval, association à une bande de voleurs, effraction	3
13105	Marianne Joly	Vol nocturne	1
13295	Anne-Marie Paiche	Valeur considérable	1
«	Marie Chevalier	Valeur considérable	1
15910	Marie Burky, femme Talman	Vol domestique	1
15911	Esther Mourier	Plusieurs vols, abus de confiance	2
16148	Marie Briffaud	Récidive	1
16165	Jeanne-Sara Tranchant	Abus de confiance	1
«	Rose Tranchant	Abus de confiance	1
16375	Jeanne Andrienne Calin	Valeur considérable, préméditation	2
16474	Marguerite Bresson	Valeur considérable, vol domestique, plusieurs vols, association	4